

McKinley, Léon XIII et la guerre américaine contre l'Espagne (1898-1903).

Blandine Chelini-Pont

► **To cite this version:**

Blandine Chelini-Pont. McKinley, Léon XIII et la guerre américaine contre l'Espagne (1898-1903).. Le SAINT-SIEGE, LES EGLISE ET L'EUROPE: Etudes en l'honneur de Jean-Dominique Durand, Studium éditions, pp.87-97, 2019. hal-02196500

HAL Id: hal-02196500

<https://hal-amu.archives-ouvertes.fr/hal-02196500>

Submitted on 28 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*McKinley, Léon XIII et la guerre américaine contre l'Espagne (1898-1903)*¹

A la fin du XIX^{ème} siècle, l'administration américaine, sous la Présidence du républicain William McKinley (mars 1897- septembre 1901) a suivi deux directions « traditionnelles » : la continuation de la politique de bonne coopération entamée par John Quincy Adams dans ses relations avec les autres Etats, au nom de la *community of principle of sovereign nations*, et la consolidation de l'*American System*, politique de protection de l'espace américain contre tout type de colonialisme, britannique ou autre. C'est sous ce Président et grâce à l'entregent de son gouvernement que fut entrepris le chantier du transsibérien russe, avec l'aide des entreprises américaines, comme la Baldwin Company de Philadelphie, spécialiste en construction de locomotives, poursuivant ainsi une coopération américano-russe entamée sous Abraham Lincoln. De même, c'est ce Président qui décide d'outrepasser le Traité Clayton-Bulwer de 1850, accordant aux Britanniques la maîtrise maritime de la côte colombienne, en faisant racheter par son Administration, la concession, les actions et les avoirs de la Compagnie nouvelle du canal de Panama, société civile internationale aux actions majoritairement françaises et tombée en faillite en 1899.

Les historiens américains attribuent à McKinley l'avènement du *Progressive Imperialism*, terme également attaché à l'action de son successeur, Théodore Roosevelt, Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine sous McKinley et à l'origine directe des opérations militaires aux Philippines.² Mais la contribution de McKinley à cet avènement n'a pas été aussi volontariste qu'il y paraît. Ce président aurait effectivement considéré que la crise de Cuba menaçait directement les intérêts américains, notamment le commerce du sucre, et à ce titre qu'elle devait rapidement être résolue, s'il le fallait par les armes. Mais ce n'est qu'après coup et après avoir tenté d'éviter la guerre, qu'il l'a « justifiée », sur les conseils de son Secrétaire à la Guerre, Elihu Root, face à des détracteurs furieux de cette atteinte au saint principe de l'isolement américain. Il a le premier émis l'idée de la *Manifest Destiny* des Etats-Unis: Le but n'avait pas été de transformer les Etats-Unis en puissance mondiale ou impériale à la manière anglaise, ni de les rendre partenaires du colonialisme britannique. Les actes de guerre contre l'Espagne et la prise de possession de Cuba, Porto Rico, Guam et les Philippines étaient bien le prolongement de la doctrine

¹ Sur ce sujet 'régional', nous nous sommes appuyés sur les travaux de Frank Reuter, *Catholic Influence on American Colonial Policies, 1898-1904*, University of Texas Press, 1967, 185 p, Gerald Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy from 1870 to 1965*, Michael Glazier Books, 1985, 438 p. Luigi Bruti-Liberati, *La Santa Sede et le origini dell'Impero Americano : la Guerra del 1898*, Milano, Edizioni Unicopli, 1984, 128 p., J. M. Ticchi, *Aux frontières de la paix : bons offices, médiations et arbitrages du Saint-Siège (1878-1922)*, Rome 2002, Collection de l'Ecole française de Rome, pp. 168-186. Enfin, John F. Pollard, « Leo XIII and the United States of America, (1898-1903) », in *The Papacy and the New Order. Vatican Diplomacy, catholic opinion and International Politics at the Time of Leo XIII, 1878-1903*, collectif édité sous la direction de Vincent Viane, Leuven University Press, 2005, pp. 465-477.

² « *I'm in charge here* ». Telle fut la déclaration de T. Roosevelt, quand il décide, en délégation du Secrétaire à la Marine, John D. Long, alors absent de Washington, de déclencher l'alerte dans le Pacifique, en demandant à l'amiral George Dewey, de préparer son attaque sur Manille, ce qui fut fait. McKinley fut mis devant le fait accompli, d'après Dobson et Offner, ouvrages cités, note 3 page suivante.

Monroe, la continuation de la protection de la République américaine contre les empiètements de toute puissance coloniale dans son espace. Or ce prolongement signifiait qu'il fallait désormais sécuriser les océans et surtout *civiliser* les territoires autour de l'Amérique. Il avait fallu libérer Cuba de son asservissement espagnol et il fallait l'aider à rester indépendante. Il avait fallu répandre l'esprit républicain dans le Pacifique et aider à la libération des Philippines : « *Il ne fallait rien laisser mais prendre tous ces territoires pour les éduquer, les civiliser et les christianiser, et par la grâce de Dieu, faire le mieux possible pour eux, nos prochains, pour qui aussi le Christ est mort* »¹ Telle était la Destinée manifeste des Etats-Unis, une destinée d'origine divine, à laquelle les Etats-Unis ne pouvaient se soustraire désormais.²

La justification de McKinley va être acceptée par l'opinion américaine et elle a permis aux Etats-Unis d'entrer avec le nouveau siècle dans une véritable politique internationale. L'assassinat de ce Président va laisser la place à une mouvance « impérialiste » mieux assumée, autour de Théodore Roosevelt et de son cercle de penseurs géopolitiques tels Alfred T. Mahan, Henry Cabot Lodge, et Brooks Adams, proches de l'école impérialiste anglaise et de ses diplomates. Il est néanmoins intéressant de savoir que, McKinley – considéré comme l'initiateur de l'impérialisme américain- n'aurait pas voulu la guerre contre l'Espagne et qu'il y a été forcé par l'intransigeance espagnole, son propre camp et son opinion publique.³

Cuba, aux portes de la Floride est alors en état de crise permanente. Les Philippines également. Durant l'administration Cleveland, en 1895, une révolution indépendantiste à Cuba a conduit l'Espagne à une répression sanglante et à des déplacements de populations, connus sous le nom de Reconcentration, conduits par le Général Valeriano Weyler, ce qui avait attisé la colère de l'opinion et du Congrès américain, réclamant l'intervention de leur pays pour que cessent ces pratiques d'un autre âge. Aux Philippines, un mouvement révolutionnaire se déclenche après le manifeste *Grito de Balintawak* lancé le 26 août 1896 par Andrés Bonifacio, fondateur du mouvement Katipunan. Arrêté et exécuté, Bonifacio est remplacé par Emilio Aguinaldo y Famy, en février 1897. Du côté cubain, plus l'intervention américaine devenait possible, plus les insurgés se battaient, cherchant à attirer la sympathie indépendantiste des Américains depuis longtemps devenus les premiers partenaires commerciaux de l'île.

Même si le Président sortant Grover Cleveland avait dit à McKinley le jour de son investiture en mars 1897, qu'il lui laissait la perspective d'une guerre avec l'Espagne, McKinley ne voulait pas de cette guerre. Coincé par la publication dans le *New York Times* d'un courrier injurieux du Ministre des Affaires Etrangères espagnol,

¹ Cité par Michael A. Genovesi, *The Power of US Presidency, 1789-2000*, Oxford, Oxford University Press, 2001. p. 108.

² Dans J.F. Rusling, *Interview with President McKinley, Christian Advocate*, New York, 78, 22 janvier 1903, pp. 137-138, McKinley justifiera également l'annexion des Philippines en affirmant avoir eu un entretien avec Dieu pendant la nuit, dans les couloirs de la Maison-Blanche, lui ordonnant de conserver les Philippines pour civiliser et christianiser les indigènes.

³ John M. Dobson, *Reticent Expansionism : The Foreign Policy of William McKinley*, Dusquene University Press, 1988, 212 p. John L. Offner, *Unwanted War: The Diplomacy of the United States and Spain over Cuba, 1895-1898*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1992, 306 p.

Enrique Dupuis de Lôme, (9 février 1898) et le coulage du navire de guerre USS Maine devant la Havane (15 février 1898), McKinley a encore cherché à trouver une solution politique à la situation cubaine. Il a attendu plus de trois semaines la preuve que l'USS Maine avait bien été miné par les Espagnols pour demander au Congrès le vote d'une dépense de 50 M de dollars afin de constituer une force militaire conséquente contre les Espagnols, déclarer le blocus de Cuba puis la guerre contre l'Espagne. McKinley voulait éviter la guerre, parce que, même si l'Espagne n'était plus une puissance militaire significative, il savait que les Etats-Unis n'étaient pas préparés militairement d'autant que leur dernier conflit, une guerre civile, avait pris place 33 ans plus tôt.¹

Dans sa tentative pour trouver une solution diplomatique, éviter la guerre tout en obtenant que l'Espagne mette fin à sa domination, McKinley accueille favorablement la proposition de médiation de Léon XIII. Il a été à ce point sensible aux appels de Léon XIII que l'historien John F. Pollard voit dans cette tentative, l'inauguration « d'une nouvelle ère dans les relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège ».²

Aux Etats-Unis, avant les deux incidents dramatiques de février, il y avait clairement un camp pro-guerre, dont Theodore Roosevelt faisait partie, soufflant le feu au Congrès, pendant que le président cherchait à temporiser. En Espagne, si la Régente Christine cherchait à éviter un conflit armé, il y avait également dans son cabinet et aux Cortes des partisans de la guerre, par crainte que le moindre compromis sur Cuba ne constituât une menace sérieuse à la fois sur la dynastie et sur le système constitutionnel. Léon XIII était particulièrement concerné par la stabilité politique de l'Espagne, ainsi que son Secrétaire d'Etat le cardinal Rampolla, qui avait été nonce à Madrid aux débuts des années 1880, tout comme son assistant, Mgr Giacomo Della Chiesa, futur pape Benoît XV.

Selon l'historien John Pollard, quand bien même la sympathie de Léon XIII allât plus naturellement à la couronne espagnole, la Secrétairerie d'Etat a pris garde de n'en rien témoigner, afin de ne pas s'aliéner la bonne volonté américaine.³ Les deux médiateurs de l'affaire furent l'ambassadeur d'Espagne auprès du Saint-Siège, le comte Merry Del Val et Mgr Ireland, le célèbre archevêque de Saint-Paul, connu par tous comme un ardent patriote, un grand intellectuel et le chef de file de l'Eglise

¹ Le conflit de Cuba a coûté des milliers de vie aux troupes américaines, non à cause des combats, mais à cause des maladies attrapées dans les camps de conscription, sans hygiène et insalubres, sous équipés en matériel et en personnel de santé.

² John F. Pollard, « Leo XIII and the United States of America (1898-1903) », article cité, p. 465. Pollard explique néanmoins que cette tentative était vouée à l'échec car, outre le sentiment anticatholique "naturel" des Américains, ceux-ci avaient également une image extrêmement négative des Espagnols, considérés comme cruels, oppressifs et obscurantistes, cependant que les Espagnols surestimaient leur position d'une manière totalement irréaliste et intraitable (*Ibidem*, p. 469).

³ Cf note 11 de son article, signalant la lettre du 28/09/1898 du cardinal Rampolla au Délégué apostolique à Washington, Mgr Martinelli, sur l'urgence qu'il y avait à persuader l'Administration américaine de la complète neutralité du Saint-Siège dans le conflit américano-espagnol. Voir également de Jean-Marc Ticchi, *Aux frontières de la paix*, op. cit, pp. 168-184. Sur le rôle d'Ireland, voir de M. R. O'Connell, *John Ireland and the American Catholic Church*, St Paul, 1988, p. 441-455.

américaine.¹ Les négociations –restées secrètes- concentrées sur l'indépendance de Cuba, tournent court à peine commencées, en avril 1898. Elles butent sur le refus définitif des Espagnols d'abandonner l'île et elles sont immédiatement court-circuitées par la déclaration unanime du Congrès américain, le 25 avril, de l'état de guerre avec l'Espagne, déclaration antidatée au 2 avril.

Non moins immédiatement, le clergé catholique états-unien prend le parti de son pays. Ireland déclare qu'il est « *for the war and The Stars and Stripes* ». Denis O'Connell partage son avis et lui écrit que la victoire contre l'Espagne serait comme un signe de la Divine providence guidant les armes américaines pour gagner l'ultime bataille de l'américanisme, puisque ce mot ne lui fait pas peur et que l'ancien Recteur du Séminaire américain de Rome continue de le revendiquer.² Quand les Américains occupent les Philippines, Ireland, reprenant pour le compte catholique le mythe naissant de la Destinée manifeste, espère que bientôt, le délégué apostolique aux Philippines serait un compatriote, « *plein de valeurs politiques et sociales américaines* » et que l'Eglise catholique aux Philippines, serait « *organisée sur le modèle de l'américanisme* ». ³ S'il ne partageait pas, et pour cause, le même mépris que ses compatriotes pour le catholicisme –la remarque de McKinley sur le fait de christianiser des territoires depuis longtemps catholiques est de ce point de vue éloquente- Mgr Ireland partage néanmoins avec eux une profonde hostilité à l'égard des Eglises d'Etat à la mode hispanique. Il espérait que les diocèses philippins seraient bientôt tenus par des évêques américains, et que, de ce fait, les Philippins deviendraient vite et des républicains et des démocrates.

Les conséquences du colonialisme américain vues de Rome

Si la hiérarchie ecclésiale des Etats-Unis manifeste de l'optimisme à la présence américaine dans des territoires depuis longtemps hispanisés, à Rome, l'inquiétude est plutôt de mise. La guerre hispano-américaine a duré très peu de temps puisque dès le mois d'août, les Espagnols sont délogés de Cuba et de Porto Rico. L'amiral Dewey a également détruit la flotte espagnole devant Manille à la même époque et les Etats-Unis débarquent un fort contingent forçant les Espagnols à se rendre, après avoir fait une brève alliance avec le leader insurgé Aguinaldo. Le Traité de Paris de décembre 1898 retire à l'Espagne toutes ses possessions coloniales restantes, hormis celles d'Afrique. Les Etats-Unis entrent alors dans Manille comme nouveaux occupants et non comme libérateurs. Ils s'installent dans une guerre qui ne cessera qu'en avril 1902 et coûtera 225.000 vies, largement civiles contre 4 500 morts américains. Comment McKinley aurait-il justifié cette guerre "Vietnam-style", s'il était resté vivant? L'accession de Theodore Roosevelt après son assassinat en septembre 1901, ôte tout besoin de légitimer plus avant le rôle de jeune puissance impériale, partenaire de

¹ La notoriété d'Ireland est une explication en elle-même suffisante pour expliquer que le délégué apostolique à Washington n'ait pas servi de médiateur. Pour Pollard, l'autre raison a été que les évêques américains auraient très mal pris, Mgr Ireland en tête, qui avait déclaré que Martinelli était un incapable et un alcoolique, l'intervention d'un représentant romain au-dessus de leur tête, pour une affaire concernant leur propre pays. Avis partagé par Bruti-Liberati, op. cit., p. 125 . Fogarty rajoute qu'Ireland y espérait le chapeau de cardinal.

²J Pollard, "Leo XIII and the Church in the United States", op. cit. p. 363. Gerald Fogarty, *Vatican and American Hierarchy*, cit., pp. 161-165, 'Americanist crisis...', cit., p. 279-281.

³ L. Bruti-Liberati, *La Santa Sede...*, op.cit., p. 163.

l'Angleterre, que le nouveau Président lui imprime. Les Etats-Unis d'Amérique sous ce nouveau Président deviennent une puissance coloniale majeure, dont le statut se consolide avec l'annexion d'Hawaï en 1900 et l'achat des îles Vierges au Danemark en 1917. Le Président Théodore Roosevelt assume cette marche impériale avec enthousiasme et énergie et c'est sous son administration que s'achève la construction du canal de Panama sous concession américaine.

L'avènement de la domination américaine à Cuba, Porto Rico, Guam et les Philippines crée des difficultés majeures pour les Eglises locales et par voie de conséquence pour Rome. Washington applique le principe de Séparation à ses nouvelles possessions coloniales, comme Howard Taft, nouveau Gouverneur général des Philippines le rappellera au Pape durant sa mission à Rome en 1902 pour résoudre le conflit irrésolu des propriétés religieuses aux Philippines:

*« Le transfert de souveraineté et des droits gouvernementaux de la Couronne d'Espagne au gouvernement des Etats-Unis à l'occasion du Traité de Paris, a (également) été le transfert, depuis un gouvernement avec lequel l'Eglise de Rome a eu dans ces îles l'association la plus intime, à un gouvernement qui, « by the law of its being », est absolument prévenu contre toute association de ce type avec quelque Eglise que ce soit ».*¹

L'effet de la séparation est dramatique pour l'Eglise catholique qui dépendait matériellement et légalement de l'Etat espagnol dans ces territoires. Des conflits de propriété éclatent entre les diocèses ou les ordres religieux et les autorités américaines confisquent terres et biens comme prises de guerre ou déclarent qu'elles leur appartiennent en tant qu'autorité étatique succédant à la Couronne d'Espagne. Les terres des ordres mendiants aux Philippines deviennent un problème particulièrement difficile à résoudre.

A tout cela, la colonisation américaine ajoute l'introduction de missions protestantes qui affluent en nombre et en dénominations –Méthodistes, Baptistes, Presbytériens, Disciples du Christ, Frères de Plymouth, Episcopaliens, Témoins de Jéhovah, Mormons etc..² Ces dernières, avec les traumatismes causés par des années de conflit, l'expatriation du clergé espagnol, la perte du statut de religion d'Etat pour le catholicisme et enfin la laïcisation de l'enseignement,³ semblent sonner le glas de la présence catholique dans les nouvelles colonies américaines. Elles sont une catastrophe vus de Rome, qui se garde cependant bien de les dénoncer publiquement. L'enjeu d'une bonne entente avec les Etats-Unis est alors trop important : Il fallait protéger le développement de l'Eglise catholique dans ce pays neuf lui-même en

¹ Cité par Pollard, p. 471. Le contenu de la déclaration de Taft au Pape est consultable dans les *National Archives and Records Administration, Bureau of Insular Affairs*, Washington DC, RG 350-150-56.9, dossier 2396, Secretary of War, BIA, *Report of the Secretary for War*, 1902, 235, citant l'adresse de Taft à Léon XIII.

² Il faut attendre 1905 pour que soit organisée aux Philippines une "contre-offensive" missionnaire catholique, partagée entre des religieux américains et irlandais, de la Société de Saint-Paul, l'ordre de Saint-Joseph, l'Ordre de Marie Immaculée, les Maryknoll Fathers, la Mission du Sacré Cœur et les Missionnaires du Divin Monde..

³ L'administration coloniale américaine organise avec rapidité un système d'enseignement officiellement non confessionnel mais placé sous la férule d'un superintendant « agressivement protestant »(sic in Pollard, p. 473) et dont les enseignants sont exclusivement des Américains protestants (540 recrutements pour l'année 1901).

pleine expansion et devenant une grande puissance.¹ Sur le long terme, l'enjeu majeur était le maintien, le développement ou le redéploiement du catholicisme dans les espaces passés sous le contrôle américain, par annexion coloniale ou par contrôle politico-économique comme en Amérique latine.

Rome, Washington et les Philippines

Ce silence public – et l'absence de répercussion du drame auprès de la communauté catholique aux Etats-Unis – a été un véritable pari pour le Saint-Siège. Aux Philippines, la situation des diocèses et des ordres religieux est rapidement catastrophique.² Dans ces îles, le système colonial du Patronage que la Couronne d'Espagne avait établi dès le XVI^e siècle, comme en Amérique latine, avait fait des ordres mendiants, Franciscains, Dominicains et Récollets, les responsables des missions et des paroisses indigènes, dotés de domaines immenses sur lesquelles les natifs travaillaient comme fermiers et dont les bénéficiaires servaient à organiser les missions, financer les écoles et tout un réseau de prise en charge médicale et sociale. Le clergé paroissial est issu de ces ordres et en même temps d'origine espagnole. Il se trouve de fait étroitement lié aux responsables et propriétaires coloniaux. Les Philippines voyaient donc « les Frères » comme une continuation du système d'exploitation instauré par les Espagnols, particulièrement les fermiers de leurs domaines, sensibles à la rhétorique insurrectionnelle des indépendantistes. Leurs terres avaient été une première fois confisquées par Emiliano Aguinaldo juste avant la guerre de 1898, et elles ne furent pas restituées par la nouvelle administration américaine.

Mais ces confiscations rendent bientôt la vie spirituelle des Philippines impossible. L'expulsion du clergé d'origine espagnole vide les paroisses de leurs prêtres de sorte qu'entre 1899 et 1903, plus de 700 paroisses se retrouvent sans desservant et les diocèses perdent leurs évêques. La situation pour le Saint-Siège est purement calamiteuse mais elle le devient également pour les Américains dont la présence est mal assurée et qui doivent continuer à « pacifier » ces îles avec une population hostile à leur politique religieuse méprisante et militante. Malgré l'oppression du système espagnol, les Philippines du début du XX^e siècle sont profondément catholicisées et l'absence de vie sacramentelle est vivement ressentie. L'accusation de persécution religieuse commence à poindre, ce dont les Américains ne peuvent entendre parler.

C'est finalement cette raison qui pousse le gouvernement des Etats-Unis à chercher avec pragmatisme à résoudre les tensions religieuses et patrimoniales aux Philippines. Et c'est vers le Saint-Siège qu'il se tourne. Théodore Roosevelt envoie

¹ John Pollard cite une archive anonyme trouvée dans les Archives de la Secrétairerie d'Etat, (Spoglio del Cardinale Della Chiesa, Busta 1) et qu'il date d'avant la mort du Président Kinsley, écrite en anglais, et qui demande à la Secrétairerie de bien prendre en compte le fait que, étant données ses ressources économiques et sa position géographique, les Etats-Unis allaient devenir la prochaine puissance mondiale. Note 24 de son article.

² *New Catholic Encyclopedia*, volume XI, Detroit, Thomson-Gale, 2003, p. 258 et s. Le délégué apostolique alors en place, Mgr LaChapelle harcèlera le gouvernorat américain de lettres de récrimination et de dénonciation au point de devenir persona non grata et que dans les négociations futures entre Rome et Washington, son départ sera une condition américaine à la négociation (L.Bruti-Liberati, *La Santa Sede e le origini dell'Impero Americano : La Guerra del 1898*, p. 91)

directement le gouverneur général des Philippines, William Howard Taft, à Rome, négocier la question des terres confisquées et éventuellement l'hémorragie remarquée de clergé catholique dans cette région.¹ Le *1902 Philippine Organic Act* avait désétabli l'Eglise catholique comme religion d'Etat, mais le gouvernement américain avait dans l'idée de négocier avec le Vatican un échange financier sur les terres confisquées. Howard Taft arrive à Rome en juin 1902, armé d'un long mémorandum de *general settlement and compromise* qui ne lui servira finalement pas.² Rome obtient en effet que les négociations se fassent sur place entre le nouveau délégué apostolique que la Secrétairerie d'Etat envoie aux Philippines, Mgr Guidi et le gouvernement administratif de Manille.³

Le Délégué apostolique arrive à négocier un véritable accommodement : Rome accepte l'idée de vendre les « terres des Frères » à la nouvelle administration des Philippines et c'est le Marquis Alberto Theodoli, directeur de la Banco di Roma, où le Vatican a en dépôt l'essentiel de ses avoirs qui est chargé de la transaction. En 1904, l'Administration américaine verse au Vatican quelque 8 millions de dollars pour un total de 166.000 hectares, dont la moitié autour de Manille, destinés à être revendus en lot à des particuliers. Par ailleurs, l'administration américaine temporise sa politique d'expulsion du clergé d'origine espagnole et accepte que lui soient graduellement substitués des religieux philippins ou non espagnols. Ce deuxième volet de la négociation était essentiel. Entre 1899 et 1903, le nombre de « frères » espagnols aux Philippines est passé de 1013 à 246.⁴ Grâce à l'accord conclu, Rome peut reconstruire l'architecture de l'Eglise philippine et recommencer, après la publication de la lettre apostolique *Quae mari sinico*, à nommer et consacrer des évêques (d'origine américaine) et à rouvrir des séminaires.

Si la mission Taft est sur le coup un échec, la négociation qui la suit a été un véritable succès diplomatique – ce que démontre l'historien David Alvarez- mais pas seulement pour le Saint-Siège. Bien sûr, la nouvelle puissance américaine, en envoyant le gouverneur des Philippines à Rome, a reconnu *de facto* l'existence et l'importance du Saint-Siège, pour éviter l'aggravation de la situation philippine locale. Mais le pragmatisme même de cette reconnaissance est un succès pour les Etats-Unis aussi. Elle démontre leur « fair play » diplomatique. Elle est le premier signe de la prise en compte que le fait catholique américain lui-même pouvait être utile à la politique internationale du pays. Dans la négociation, la nomination d'évêques d'origine américaine a été actée, et elle signifie aussi que le Saint-Siège admet la fin de la domination espagnole – reconnaissant en quelque sorte son statut de grande puissance

¹ John Farrel, «Background of the 1902 Taft Mission to Rome», in *Catholic Historical Review*, vol. 36, 1950, pp.1-22. David J. Alvarez "Purely a Business Matter: The Taft Mission to the Vatican", *Diplomatic History*, 16, (1992), pp. 357-371.

² Pollard, p. 25

³ Parmi les membres de la Commission Taft figure l'évêque de Sioux Falls River, O'Gorman, choisi par Mgr Ireland, à défaut de lui-même. Cependant sa position sur place contribua à l'échec d'un accord immédiat, selon les conclusions de David J. Alvarez, article cité, p. 369. Il se montre trop proche des objectifs de la mission Taft (la question des terres confisquées) d'un côté, et trop persuadé que les Etats-Unis n'étaient pas fermés à l'idée de rouvrir des relations diplomatiques avec Rome (idée politiquement suicidaire pour n'importe quelle administration américaine de l'époque) de l'autre.

⁴ D. Alvarez, p. 370.

aux Etats-Unis-. La Secrétairerie d'Etat fait publiquement confiance au gouvernement américain pour accepter de nommer des citoyens de son pays comme évêques, l'aidant en quelque sorte à tenir la hiérarchie catholique philippine loin de ses vellétés d'indépendance...

Ainsi, à la mort de Léon XIII, les relations entre Rome et Washington se sont nettement améliorées grâce à la résolution du contentieux philippin. Quand Léon XIII meurt, les autorités gouvernementales fédérales et au niveau des Etats payent leur tribut et Théodore Roosevelt ordonne que les drapeaux soient mis en berne sur tous les bâtiments publics. Après l'échec du Ralliement et l'exclusion du Saint-Siège de la Conférence de la Haye¹ à l'instigation de l'Italie, ce geste américain est une forme de victoire pour la diplomatie vaticane.

¹ J-P Hans de Valk, « A Diplomatic Disaster. The Exclusion of the Holy See from the 1899 Hague Peace Conference », in *The Papacy and the New World Order*, ouv. cit., pp. 435-453.

